

Première partie A: compréhension de texte VRAI / FAUX

Après une lecture attentive du **texte 1** ci-dessous dites si les affirmations suivantes sont VRAIES ou FAUSSES. Cochez d'une croix la bonne case de la grille des réponses, comme dans l'exemple:

	VRAI	FAUX
0)	X	
1)		

L'auteur du texte:

- 0) compare la présidence Obama avec des présidences américaines précédentes.
- 1) approuve sans réserve la présidence Obama.
- 2) considère certaines de ses politiques néolibérales.
- 3) reconnaît que, dans les circonstances, Obama est un Président progressiste.
- 4) espère que Obama va introduire une réforme de la santé aux États-Unis.
- 5) estime que Obama ne sera pas en mesure de protéger les droits syndicaux des États-Unis.
- 6) estime que les Présidents Carter et Clinton n'ont pas adopté une idéologie progressiste
- 7) suggère que les administrations Carter e Clinton ont amélioré les droits de l'homme .
- 8) considère les politiques du gouvernement Clinton plus progressistes que celles de Carter.
- 9) répute que les opérations militaires du gouvernement Clinton étaient illégales.
- 10) estime que les gouvernements Reagan et Bush ont bénéficié de la politique de leurs prédécesseurs démocrates.

Texte 1

Les premiers pas de M. Obama

Pour affronter **l'héritage** de ses prédécesseurs, le nouveau président des États-Unis a répudié **nombre** de leurs idées. Certes, M. Barack Obama n'a pas accéléré le retrait d'Irak des troupes américaines, et il a dépêché de nouveaux soldats en Afghanistan dans une guerre meurtrière et **sans issue**. A l'intérieur, sa politique à l'égard de l'industrie automobile, des banques, des rémunérations des dirigeants ne rompt pas avec **l'incroyable** « libéralisme », qui ne socialise que les pertes des entreprises.

Il n'empêche, M. Obama représente sans doute ce que le système américain peut produire de plus progressiste à l'heure actuelle. Au point que les décisions des dirigeants de Washington semblent parfois préférables à celles de leurs homologues de Paris, Bruxelles, Moscou, Pékin ou... Téhéran. Si la détermination de la Maison Blanche ne **fléchit** pas, et si certains des lobbies qui quadrillent le Congrès sont tenus **en échec**, les États-Unis disposeront bientôt d'une législation protégeant le droit syndical et se souciant des dépenses de santé des quarante-six millions d'Américains **dépourvus de** toute assurance. Ce n'est pas rien.

On peut objecter que M. Obama est démocrate, après tout. Ce serait ignorer quarante ans d'histoire. Car depuis l'arrivée du républicain Richard Nixon à la Maison Blanche, en 1969, les deux présidents démocrates qui l'ont suivi ont bien parlé de rupture, mais... avec l'orthodoxie, à leurs yeux trop progressiste, de leur parti. L'un et l'autre ont ainsi préparé le terrain aux républicains qui leur ont succédé (Ronald Reagan et M. George W. Bush). M. James Carter **ouvrit le bal** des dérèglementations, encouragea une politique ultramonétariste et, **sous couvert de** « défense des droits de l'homme », relança la guerre froide. Avec M. William Clinton, ce fut bien pis : durcissement des sanctions pénales, généralisation de la peine de mort, abolition de l'aide fédérale aux pauvres, lancement d'opérations de guerre en Afghanistan, en Irak, au Soudan, au Kosovo, sans mandat des Nations unies. C'est aussi **à l'aune de** ces précédents qu'il faut apprécier le bilan initial de M. Obama.

Première partie B, compréhension de texte: SYNONYMES.

Faites correspondre les 10 mots de la colonne de gauche (mis en évidence dans le texte 1) aux synonymes de la colonne de droite. Inscrivez les lettres dans la bonne case. Le premier est donné en exemple :

0)	d)
----	----

Mots dans le texte	Synonymes
0) <i>héritage</i>	a) de toute façon
1) nombre	b) faiblir
2) sans issue	c) sous contrôle
3) increvable	d) <i>ensemble de choses transmis</i>
4) Il n'empêche	e) dans le contexte de
5) fléchir	f) insoluble
6) en échec	g) plusieurs
7) dépourvus de	h) avec le prétexte
8) ouvrir le bal	i) commencer
9) sous couvert de	j) infatigable
10) à l'aune de	k) sans
	l) danser
	m) détruire

Deuxième partie : Usage de la langue et compréhension

Un questionnaire à choix multiple portant sur le texte 2 vous est proposé ci-dessous. La première partie (questions 1 à 10) concerne l'usage de la langue, la deuxième partie (questions 11 à 23) teste votre compréhension. Cochez d'une croix la case de la grille qui correspond à la bonne réponse, ainsi :

	a	b	c	d
0		X		
1				

Texte 2 :

**La réponse du G-20 à la crise financière :
réforme de la réglementation ou transformation institutionnelle**

Les leaders du Groupe des 20 pays dont les marchés sont industrialisés ou en émergence se sont réunis à Washington le 15 novembre afin de discuter de la crise économique qui s'aggrave et qui s'est précipitée à la suite de la déréglementation, de la création excessive de crédit et de la mondialisation sans bornes qui durent depuis des années. Le G-20 a été créé il y a plus de dix ans en tant que club de ministres des finances afin de résoudre la crise financière en Asie. L'ex premier-ministre Paul Martin avait ardemment préconisé que les chefs des gouvernements du G-20 se réunissent sur une base régulière afin d'aborder les questions d'économie à l'échelle mondiale, une idée qui a suscité peu d'enthousiasme de la part des États-Unis et des pays d'Europe. L'ampleur de la crise actuelle a permis que se concrétise la vision de M. Martin.

Quels objectifs ont été atteints par les leaders des G-20 à Washington? Les causes profondes de la crise actuelle, notamment la déréglementation, de la création excessive de crédit et de la mondialisation et dont l'importance n'a pas été évaluée ou abordée de façon adéquate ont fait l'objet d'un consensus par les responsables politiques, les régulateurs et les superviseurs. La nécessité urgente de stabiliser les marchés financiers et d'appuyer la croissance économique, qui constituent une conséquence de la crise financière, a fait l'objet d'un consensus entre les leaders.

En conséquence, les leaders des pays du G-20 se sont engagés afin que leurs ministres des Finances et leurs experts souscrivent aux mesures appliquées en vue d'améliorer la transparence et la reddition de comptes, la réglementation judicieuse et de promouvoir l'intégrité de leurs marchés financiers. Il est à noter qu'ils ont reconnu que la réglementation financière doit atténuer les tendances pro-cycliques (croissance de prêts pendant les périodes de haute conjoncture et contractions brusques durant les récessions). Sur le plan international, ils se sont engagés à améliorer la coopération économique et à réformer les institutions clés comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et le Forum sur la Stabilité Financière. À leur honneur, les pays du G-20 ont surtout reconnu qu'il était essentiel que les pays en développement et émergents soient davantage entendus et représentés auprès des institutions financières internationales. Ils ont accepté de se réunir de

nouveau en avril afin de s'assurer que leur programme d'action soit mis en œuvre et que ses objectifs soient réalisés.

Néanmoins, malgré ce début encourageant, il est évident que le poids dominant des recommandations issues du G-20 avait trait à la réforme de la réglementation financière. On ne peut être aussi optimiste en ce qui concerne les possibilités en matière de réformes des institutions financières internationales, qui font partie du programme depuis au moins dix ans. Le progrès a été ralenti en raison de la résistance des Européens et des Américains — qui ont mis du temps à renoncer à l'influence et au pouvoir considérables qu'ils exercent sur ces institutions financières internationales afin de permettre aux pays en développement de s'exprimer davantage en leurs propres noms. Il est à noter que la déclaration mettait en garde contre la « sur-réglementation » et n'a pas appuyé la réglementation pour les fonds spéculatifs, les centres financiers extraterritoriaux ainsi que d'autres organes et acteurs financiers qui fonctionnent souvent de façon opaque et dont les activités sont difficiles à surveiller. De plus, tout en indiquant la nécessité d'éviter la « procyclicalité », le G-20 n'a pas appuyé la réglementation en matière de finances anticycliques. Pourtant, il s'agit exactement de ce qui est essentiel en ce moment pour freiner la récession qui s'accélère.

Paradoxalement, même si le G-20 a établi son programme de réformes d'envergure, ce dernier n'est pas suffisant. Il y a eu beaucoup de discussions avant sa réunion quant au besoin d'une « nouvelle conférence Bretton Woods », mais cette réunion a manqué à ses engagements par rapport à de telles aspirations. Certains des problèmes fondamentaux qui déstabilisent l'économie mondiale sont toujours sans solutions, en particulier les déséquilibres de plusieurs trillions de dollars entre les déficits des États-Unis et les surplus en Asie. Ils iront de mal en pis, à la lumière du redressement soudain du dollar américain qui s'échange présentement bien au-delà des niveaux considérés comme soutenables par les experts. Autrement dit, la crise financière actuelle peut être un signe précurseur d'une autre crise de change davantage déstabilisante à venir au cours des prochains mois ou années. Dans ce contexte, une question fondamentale consiste à savoir si le G-20 est une organisation adéquate pour aborder la crise économique. La plupart des pays sont exclus du G-20 et plusieurs d'entre eux ne considèrent pas que celui-ci agisse comme un représentant ou un organisme légitime pour discuter de la réforme des institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international, encore moins pour proposer de nouvelles réformes. Puisque la crise est évidemment présente à l'échelle mondiale, la plus universelle des organisations, notamment les Nations Unies, doit avoir un rôle à jouer.

Questions 2^{ème} partie: grammaire et lexique

- 0) Le 15 novembre le Groupe des Vingt à Washington.
- a) se sont réunis b) s'est réuni c) s'est réunie d) s'étaient réuni
- 1) La crise économique s'est vérifiée la déréglementation.
- a) à cause de b) pour que c) parce-que d) quand
- 2) Paul Martin a proposé: « des réunions sur une base régulière. »
- a) Nous avons b) Est-ce-que nous avons c) Ayons d) Faisons on
- 3) L'auteur de l'article se demande
- a) qu'est-ce-que le Groupe des Vingt ont atteint
b) qu'est-ce-que le Groupe des Vingt a accompli
c) le Groupe des Vingt qu'est-ce-qu'il a fait d) ce que le Groupe des Vingt a accompli
- 4) il y ait eu une croissance de risques provoquée par la déréglementation, la création excessive de crédit et par la mondialisation, son importance a été sous-estimée.
- a) D'ailleurs b) Mais c) Bien qu' d) De toute façon
- 5) La crise financière la croissance économique.
- a) a compromis b) avait accéléré c) est empêchée d) a été limitée par
- 6) Le déséquilibre entre le déficit américain et le surplus asiatique

a) vont empirer b) va s'aggraver c) doit aggraver d) se serait aggravé

7) l'organe le plus approprié pour faire face à la crise financière ?

a) Sont-ils le Groupe des Vingt b) Est-ce que le Groupe des Vingt soit
c) Est-ce le Groupe des Vingt d) Le Groupe des Vingt sont-ils

8) la plupart des pays sont exclus du Groupe des Vingt, plusieurs d'entre eux remettent en cause sa légitimité.

a) En effet b) Puisque c) Pendant d) Pourtant

9) L'ONU un rôle dans les pourparlers sur la réforme des institutions financières internationales.

a) faut avoir b) aura dû jouer c) doit avoir d) doivent jouer

10) Les États-Unis doivent les pays asiatiques

a) plus que d'argent que b) beaucoup plus d'argent que c) beaucoup plus de monnaie que
d) beaucoup d'argent plus que

Compréhension

11) L'idée du Groupe des Vingt

a) a été activement promue par les États-Unis
b) a été soutenue avec enthousiasme par l'Europe
c) a été proposée par Paul Martin pour faire face à la crise financière asiatique
d) a commencé comme un club asiatique de ministres des finances

12) Les dirigeants à la réunion du 15 novembre les solutions à la crise économique.

a) ont convenu sur les causes et b) ont convenu sur les causes mais pas sur
c) se sont trouvés en désaccord sur les causes, mais ont convenu sur
d) ont convenu ni sur les causes ni sur

13) L'auteur de l'article estime que les mesures proposées pour la réglementation et pour la réforme des institutions sont

a) excellentes b) suffisantes c) exagérées d) un bon début

14) L'auteur de l'article considère la représentation des pays en voie de développement dans les institutions financières internationales

a) avec soupçon b) favorablement c) comme non nécessaire d) comme prématurée

15) Qui se réunira en avril, et pourquoi?

a) les pays en voie de développement, pour renforcer leur voix
b) les pays émergents, pour obtenir leur représentation dans les institutions financières internationales
c) le G20, pour évaluer les progrès sur son programme d'action
d) les pays émergents, pour renforcer la coopération économique

16) Les recommandations du Groupe des Vingt, pour la plupart,

a) concernent la réforme des institutions financières internationales
b) sont très peu pratiques
c) concernent la réforme des institutions et la réglementation financière
d) concernent la réforme de la réglementation financière

17) L'auteur considère les réformes proposées par le G20 comme ...

a) suffisantes b) extensives et profondes c) insuffisantes d) dramatiques

- 18) La déclaration du G20
- a) n'a pas proposé de réglementation pour les fonds spéculatifs et les centres financiers extraterritoriaux. b) a proposé des mesures contre la cyclicalité.
 - c) a retardé de 10 ans la réforme des institutions financières internationales.
 - d) est favorable à la réglementation financière à grande échelle.
- 19) L'attitude de l'Europe et des États-Unis envers la réforme des institutions financières internationales est vue par l'auteur comme
- a) utile et productive. b) un empêchement au progrès. c) favorable d) indifférente.
- 20) Selon l'auteur de l'article, l'Europe et les États-Unis voulaient leur pouvoir sur les institutions financières internationales.
- a) augmenter b) renoncer à c) maintenir d) réduire
- 21) Peut-on comparer la réunion du G20 avec Bretton-Woods, selon l'auteur?
- a) Pas du tout b) En partie c) Absolument, oui d) Oui, en majorité
- 22) Selon les experts, le niveau actuel du dollar
- a) va continuer à augmenter b) ne peut pas durer
 - c) restera stable d) va augmenter puis tomber
- 23) Les experts croient qu'une autre crise financière est
- a) impossible b) inévitable c) certaine d) possible

Troisième partie : Traduction

Lisez le texte en italien ci-dessous, en faisant particulièrement attention aux passages mis en évidence et numérotés de 1) à 7). Pour chacun d'entre eux choisissez la bonne traduction en français parmi les quatre solutions a), b), c), d) proposées. Ecrivez vos réponses dans la grille qui suit.

Eurobarometro, il servizio di sondaggi e analisi della Commissione europea, ha realizzato due progetti di ricerca sulle competenze linguistiche dei cittadini europei e i loro atteggiamenti nei confronti delle lingue.

I sondaggi si sono svolti nel 2001 e nel 2006, con un intervallo di tempo sufficiente per rilevare eventuali cambiamenti. **1) A causa dell'allargamento dell'UE**, però, il secondo sondaggio è stato più ampio rispetto al primo. **2) Il sondaggio del 2006**, infatti, comprendeva i dieci Stati membri che hanno aderito nel 2004, nonché Bulgaria, Croazia, Romania e Turchia.

I risultati dei sondaggi sono piuttosto interessanti per molti aspetti. Nel 2001, il 53% degli intervistati ha affermato di saper parlare una lingua straniera accanto alla propria. Nel 2006, **3) tale quota è salita al 56%**. I più poliglotti sono i lussemburghesi, dato che il 99% di loro parla almeno un'altra lingua straniera, seguiti dagli slovacchi (97%) e dai lettoni (95%).

Nel 2006, **4) il 28% degli intervistati** ha affermato di parlare due lingue straniere, contro il 26 del 2001. Le seconde lingue più diffuse sono l'inglese, il francese e il tedesco, seguite dallo spagnolo e dal russo.

Complessivamente, i sondaggi hanno mostrato che gli Stati membri più piccoli, con più di una lingua ufficiale, vantano **5) i livelli più alti di multilinguismo**. Ciò vale anche per i paesi **6) la cui lingua è poco diffusa** o che hanno un certo "scambio linguistico" coi paesi vicini. Solo sei Stati membri hanno registrato una maggioranza di monolingui nel 2006: l'Irlanda (66% della popolazione parla solo la propria lingua materna), il Regno Unito (62%), l'Italia (59%), l'Ungheria (58%), il Portogallo (58%) e la Spagna (56%).

Solo una minoranza di europei considera **7) poco importante lo studio delle lingue**, per la precisione l'8% nel 2006, con una leggera differenza rispetto al 7% del 2001.

- 1) a) En raison de l'élargissement de l'UE b) Parce que l'élargissement de l'UE
c) A' cause de l'agrandissement de l'EU d) Causé par l'élargissement de l'UE
- 2) a) l'enquête du 2006 b) le sondage de 2006 c) le sondage du 2006 d) le sondeur de 2006
- 3) a) le nombre est ascendu au 56% b) ce chiffre est augmenté à 56%
c) ce chiffre a atteint 56% d) ce pourcent est passé au 56%
- 4) a) 28% des interviewés a affirmé b) les 28% des interviewés ont affirmé
c) le 28% des interviewés a affirmé d) 28% des interviewés ont affirmé
- 5) a) des niveaux supérieurs de multilinguisme b) les niveaux du multilinguisme plus haut
c) le plus haut niveau de multilinguisme d) le multilinguisme de plus haut niveau
- 6) a) où la langue n'est pas très répandue b) dont la langue est peu répandue
c) où le langage se parle très peu d) dont le langage est peu diffus
- 7) a) peu important l'apprentissage des langues. b) moins important savoir les langages.
c) sans importance l'apprentissage linguistique. d) étudier peu les langues importantes.

Quatrième partie : usage de la langue

Dans le texte ci-dessous, il y a 11 espaces vides (0-10). Choisissez l'UNE des solutions de a) à l) proposées pour remplir chaque blanc, et cochez vos réponses dans la grille correspondante (la première solution est donnée comme exemple) :

0	J
1	

Chaque solution ne peut être utilisée qu'une seule fois. Attention: il y a un intrus dans la liste des mots.

Le G20 e la crise économique

Un groupe d'experts, présidé par le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz, ...(0)... mandaté par les Nations Unies ...(1)... de conseiller l'organisme mondial ...(2)... aux mesures à appliquer pour gérer la crise. Une réunion a en effet eu lieu suite à la conférence de Doha le 29 novembre sous l'égide des Nations Unies, du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, ...(3)... d'un objectif commun, à savoir le financement du développement. ...(4)... le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon ait tenté de lancer une passerelle entre la conférence du G-20 et la conférence de Doha, ...(5)... n'était clairement pas perçue par les intervenants clés du G-20, en particulier les États-Unis, comme ...(6)... essentielle pour aborder la crise. Il semble clair que bien que des étapes importantes aient été mises en oeuvre(7)... le G-20 à Washington afin de freiner la crise financière, ...(8)... seulement qualifier celles-ci de bon début. La communauté internationale est encore ...(9)... de s'attaquer aux problèmes bien enracinés qui menacent l'économie mondiale et qui demanderont un changement radical des politiques et des institutions qui, ...(10)... plus de trois décennies, ont contribué à une crise économique qui continue de s'aggraver et de se répandre.

- | | | | | | |
|----------|-------------------|-----------|----------|----------|-------------|
| a) par | b) cette dernière | c) depuis | d) afin | e) quant | f) bien que |
| g) étant | h) on peut | i) loin | j) a été | k) vrai | l) autour |